

## Communiqué de presse

Lors de la séance du QAG du mardi 1<sup>er</sup> mars, le sénateur de Mayotte Abdourahamane SOILIH a interpellé une fois de plus, le Gouvernement sur l'insécurité qui règne actuellement dans le département de Mayotte.

Il a indiqué au ministre de l'intérieur qu'il ne se passe jamais un mois, un jour, voire une demi-journée, à Mayotte, sans que l'on n'entende ou ne lise, dans les médias, des actes de violence.

Malgré les nombreuses interpellation, s'est créé « **Le collectif des citoyens inquiets de Mayotte** » qui a envoyé un message au Gouvernement à travers une pétition pour dire que le niveau d'insécurité dans cette île a atteint le seuil d'alerte.

La pétition a recueilli plus de 12 000 signatures, ce qui est assez conséquent. Les Mahorais demandent des mesures d'urgence au Gouvernement.

**«Depuis 2014, la délinquance explose, les agressions physiques ont augmenté de 50%, et près de 35% des délinquants sont mineurs. Un sous-préfet a même été récemment cambriolé »** (source, Le figaro du 24 février 2016). Cela a même été rappelé par les autorités judiciaires lors de l'audience solennelle du TGI du 11 février 2016.

Les moyens matériels et personnels de lutte contre le fléau manquent de manière criante et le travail des policiers sur place s'avère de plus en plus difficile. Le sentiment d'insécurité se développe et des mouvements sociaux se font pressentir.

**Il a demandé quelles étaient les mesures concrètes envisagées par le Gouvernement pour éradiquer ce fléau.**

Le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement qui répond en lieu et place de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur retenu à l'Assemblée nationale, affirme que le gouvernement est conscient des difficultés qui se posent à Mayotte sur le sujet.

Et c'est pour cela qu'une mission d'inspection dépêchée sur place évaluera la politique de lutte contre l'insécurité sur trois points :

- L'évaluation de l'organisation des services de sécurité sur le territoire,
- L'implication des Collectivités locales mahoraises en matière de sécurité,
- Les moyens d'action et les ressources à privilégier.

Un groupement de pelotons composé de 30 gendarmes sera bientôt à Mayotte pour prêter mains fortes aux forces de l'ordre sur place pour faire face à cette situation.

Répliquant aux éléments de réponse apportés par le Gouvernement, le sénateur de Mayotte souligne qu'entre missions d'inspections et législation par voie d'ordonnances à répétition, **les habitants de Mayotte ne s'y retrouvent pas dans les mesures politiques proposées par votre Gouvernement.**

Pour sa part, **il demande** que le Gouvernement déploie activement de réelles mesures pour lutter efficacement contre ce phénomène par des actions de démantèlement des réseaux et bandes existants et que les auteurs de ces actes soient traduits devant la justice.